



Coalition pour l'Éducation pour Tous "Bafashebige": un réseau d'organisations engagées pour une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous.

EDUCATION OUTLOUD
advocacy & social accountability

GPE Transforming Education
globalpartnership.org

OXFAM
DENMARK

2025 en revue

L'éducation inclusive au centre des actions de la Coalition



DANS CE NUMÉRO

- **Soutien à une élève atteinte d'albinisme, p. 2**
- **Deux adolescentes sauvées de la migration précoce, p. 4**
- **Acteurs éducatifs renforcés sur l'éducation inclusive, p. 5**
- **Partenaires formés à l'éducation inclusive, p. 6**

APERÇU

Ce bulletin trimestriel revient sur les moments forts et les actions marquantes de l'année 2025 au sein de la Coalition pour l'Éducation pour Tous (EPT Bafashebige). Il témoigne du travail accompli sur le terrain pour permettre à chaque enfant, sans distinction, d'avoir accès à une éducation inclusive et équitable.

Tout au long de l'année, la Coalition a accompagné des élèves afin de prévenir l'abandon scolaire, organisé des ateliers à l'intention des acteurs éducatifs et mené des formations sur l'éducation inclusive et sensible au genre. En parallèle, un plaidoyer constant a été porté pour défendre les droits des enfants les plus marginalisés et vulnérables. Ces actions traduisent l'engagement quotidien de la Coalition EPT Bafashebige en faveur d'une école plus juste et plus ouverte à tous.

Une grande partie de ces activités s'est déroulée dans le cadre du projet Ndinkabandi III, soutenu par le programme Éducation à Voix Haute (EOL). Grâce aux formations et au renforcement des capacités des antennes locales et des acteurs éducatifs, plusieurs élèves en situation de vulnérabilité ont pu poursuivre leur scolarité sans interruption, comme vous pourrez le découvrir dans les pages de ce numéro.

En 2025, la Coalition a également poursuivi son plaidoyer pour une éducation de qualité, inclusive et pour la mise en place d'un environnement scolaire sûr et protecteur. Dans les zones d'intervention du projet Ndinkabandi III, les acteurs éducatifs ont été davantage outillés pour mieux répondre aux besoins des apprenants.

Alors que l'année 2025 touche à sa fin, la Coalition EPT Bafashebige aborde l'année 2026 fidèle à sa mission : œuvrer pour une éducation qui ne laisse aucun enfant de côté.

Une jeune fille atteinte d'albinisme, poursuit ses ambitions scolaires grâce au soutien des membres de l'antenne nord

À Butanyerera, dans le nord du Burundi, Claudine Ndayikengurukiye, une jeune fille atteinte d'albinisme, poursuit sereinement ses ambitions scolaires grâce au soutien de l'antenne locale de la Coalition pour l'Éducation pour Tous Bafashebige (EPT Bafashebige). Ses membres se sont mobilisés dans le cadre du projet de promotion de l'éducation inclusive « Ndinkabandi III », appuyé par le programme Éducation à voix haute (EOL).



Jeune fille albinos, elle poursuit ses ambitions scolaires

Jeudi 18 septembre 2025, vers 13h, à la sous-colline et colline Mihigo en zone Busiga dans la province de Butanyerera, le ciel est nuageux dans cette zone frontalière du Rwanda. La pluie de la nouvelle saison culturelle commence à tomber. Le sol est déjà glissant. Nous sommes tout près de chez Claudine. Une route en terre battue passe à quelques mètres de la maison. C'est là où elle a failli abandonner ses études. Elle raconte avoir failli tout laisser au niveau de la 7^e année de l'école fondamentale. « J'ai eu des difficultés qui ont fait que j'ai failli abandonner l'école à cause du manque de choses en rapport avec ma peau. »

Elle affirme avoir repris l'école grâce à une rencontre avec un membre de la Coalition EPT Bafashebige, Apollinaire Mozagara, chef d'antenne nord. « Je lui ai raconté toutes les difficultés que je rencontre et il m'a conseillé de continuer mes études, que ma question sera étudiée petit à petit », se souvient la jeune fille.

Après, elle reconnaît avoir été invitée dans des séminaires de renforcement des capacités à Bujumbura, capitale économique, mais aussi dans les chefs-lieux des anciennes provinces de Ngozi et Kanyanza. À ce moment, elle a suivi des formations qui insistaient sur le fait que les enfants albinos, les enfants vivant avec un handicap, les enfants malvoyants... sont des enfants comme les autres, capables de poursuivre leurs études.

Parallèlement, elle raconte que chaque fois qu'elle se confiait au chef d'antenne, il lui donnait ce dont elle avait besoin pour continuer à étudier. « Il me disait : prends cet argent pour acheter la crème protectrice de ta peau. »

Elle a ainsi pu acheter la crème, un képi et des lunettes pour se protéger contre le soleil et le vent. Selon elle, Mozagara l'a encouragée à rester sur le banc de l'école par un encadrement, notamment pour ne pas consommer totalement les frais perçus pendant les différents séminaires. C'est ainsi que Claudine Ndayikengurukiye a pu s'acheter deux chèvres.

Un parcours semé d'épreuves mais marqué par la résilience

Néanmoins, le combat de la jeune fille a été bouleversé par la mort de sa maman il y a quelques mois. Voyant que les nouvelles conditions ne lui permettraient pas de poursuivre ses études classiques, elle a choisi de s'inscrire dans un centre d'enseignement des métiers d'une association dénommée « Twitezimbere », situé dans la commune de Ngozi. Elle y étudie la couture et la vannerie et espère se développer grâce à ces deux métiers.

Elle confie avoir déjà commencé à gagner de l'argent : « Quand j'ai du temps, je fais un panier... et quand je le vends, je trouve de l'argent pour payer la scolarité de ma petite sœur qui est en 8^e année. »

Elle se réjouit que la Coalition Bafashebige, via son chef d'antenne, l'ait mise en contact avec d'autres personnes qui se trouvent dans les mêmes conditions pour qu'ils puissent se soutenir mutuellement. « Nous avons été informés et formés de façon à ce que, si on ne continue pas l'école classique, on puisse embrasser quand même les écoles de métiers pour se développer dans l'avenir. »

Venant Ngendahayo, son père, reconnaît que sans la collaboration avec Éducation Pour Tous Bafashebige, sa fille aurait abandonné l'école en 6^e année. Il indique qu'après le contact avec Bafashebige, sa fille voit plus clair. « Elle peut s'acheter du matériel que je ne peux pas lui donner », témoigne-t-il avant d'exprimer sa gratitude envers la Coalition EPT Bafashebige qui continue d'encourager sa fille contre le décrochage scolaire.

L'appui de la coalition et l'espoir d'un avenir meilleur. D'après Apollinaire Mozagara, chef d'antenne nord de la Coalition EPT Bafashebige, c'est lorsque les membres de l'antenne ont décidé de chercher les élèves les plus défavorisés que l'un d'eux a signalé avoir vu une élève albinos sur le point d'abandonner l'école. « Nous l'avons invitée dans des rencontres et réunions et nous l'avons convaincue qu'elle est une élève comme les autres, qu'elle doit plutôt plaider pour elle-même et pour les autres », explique-t-il.

Résultats des campagnes de sensibilisation

Il se réjouit que son antenne soit soutenue dans le cadre du projet Ndinkabandi III, financé par le programme Éducation à voix haute (EOL), pour sensibiliser les élèves, les responsables administratifs et éducatifs afin de garder les enfants en âge scolaire à l'école. Les enseignants et directeurs ont été sensibilisés pour mettre les élèves albinos sur les bancs de devant car ils ont des problèmes de vision. Les administrateurs touchés ont donné des injonctions aux chefs collinaires pour rappeler aux parents que tous les enfants, y compris ceux à besoins spécifiques, doivent aller à l'école.

Grâce à la sensibilisation, soutient Mozagara, les enfants sont devenus résilients malgré certaines difficultés. « Grâce à ces formations, Claudine, malgré la perte de sa mère, au lieu de quitter définitivement l'école, s'est enrôlée dans un centre d'enseignement des métiers. »



Venant Ngendahayo : « Sans la collaboration avec EPT Bafashebige, ma fille aurait abandonné l'école. »

« Nous en sommes contents. L'avenir de Claudine se dessine déjà. Fin 2026, elle terminera ses études professionnelles et recevra une machine à coudre. »



Apollinaire Mozagara se réjouit que son antenne soit soutenue dans le cadre du projet Ndinkabandi III, financé par le programme Éducation à voix haute (EOL)

« Il faut approcher les parents, il faut approcher les enfants, dialoguer, les convaincre du rôle de l'éducation. »

Et de se réjouir : « Vous avez vu aujourd'hui qu'elle a une bonne peau par rapport aux autres, donc elle peut se procurer elle-même ces crèmes-là. Vous avez vu qu'elle porte des lunettes. Elle peut tout acheter grâce à ses différentes formations et au peu d'argent qu'elle a reçu de la part de Bafashebige. Vous voyez que, pour le moment, elle a une bonne santé. »

Pour Mozagara, la stratégie reste claire : il faut approcher les parents, il faut approcher les enfants, dialoguer, les convaincre du rôle de l'éducation. « Si vous vous asseyez ensemble, que vous dialoguez, n'est-ce pas, les parents comprennent l'importance d'amener les enfants à l'école. Les enfants comprennent aussi pourquoi il faut rester à l'école. Avec le dialogue, tout est possible, n'est-ce pas. »

S'exprimant au nom de la direction communale de l'Éducation à Ngozi, Égide Nizigiyimana, inspecteur, salue des actions qui soutiennent la scolarisation de tous les enfants, surtout ceux vivant avec un handicap, les enfants Batwa et albinos. « Nous exprimons vraiment notre gratitude car, dans pas mal de nouvelles écoles, on tient compte de l'accessibilité pour les enfants vivant avec un handicap. » Il félicite la Coalition Bafashebige qui, dans ses projets soutenus par l'EOL, a pu aider une fille albinos. « Nous en sommes contents. »

L'avenir de Claudine se dessine déjà. Fin 2026, elle terminera ses études professionnelles et recevra une machine à coudre. Elle rêve de combiner couture et vannerie dans un même atelier pour bâtir une vie digne. « Avec cette machine, je pourrai créer mon propre atelier et développer mes deux métiers », affirme-t-elle avec un sourire confiant.

Une militante de la coalition a sauvé deux adolescentes de la migration précoce

Formée à la promotion de l'éducation inclusive dans le cadre du partenariat entre le programme Éducation à Voix Haute (EOL) et la Coalition Éducation pour Tous Bafashebige, Goreth Ndikuryayo, membre de l'antenne nord, œuvre à maintenir les enfants à l'école, même en contexte précaire. Grâce à son accompagnement, deux adolescentes qui projetaient de partir travailler à l'étranger poursuivent aujourd'hui leurs études post-fondamentales.

La première, Monia Gatore, est en deuxième année post-fondamentale au lycée urbain de Ngozi (chef-lieu de la province Butanyerera), en section sciences sociales et humaines. Elle raconte avoir redoublé l'an dernier après avoir abandonné pour partir en Tanzanie chercher du travail. « Je voulais trouver de l'argent. C'est la pauvreté qui m'a poussée à quitter l'école », confie-t-elle. Rencontrée le 18 septembre 2025 dans son établissement, elle dit avoir trouvé une véritable protectrice. Pour elle, Mme Goreth Ndikuryayo, enseignante au lycée urbain et membre de la Coalition Éducation pour tous Bafashebige, est devenue comme un parent : « Elle a plaidé pour que je sois réinscrite et m'a donné du matériel scolaire », raconte Monia, avant d'exprimer sa gratitude : « Je lui dis merci, je suis de nouveau à l'école. Elle m'a conseillée et encouragée à revenir. »

La deuxième adolescente soutenue est Odette Nyandwi, originaire de la communauté batwa. Née à Gahwazi, dans la commune de Ngozi, province de Butanyerera, elle est en deuxième année post-fondamentale, dans la même section que Monia, mais étudie au lycée islamique de Ngozi. Elle aussi avait envisagé d'abandonner l'école. « J'allais arrêter faute de stylos, de cahiers, de babouches... Je ne pouvais pas aller en classe pieds nus », se souvient-elle. Elle poursuit : « Je pensais gagner de l'argent en cultivant pour les autres, en faisant la nounou ou en partant au Kenya ou en Tanzanie. Mon seul objectif, c'était trouver de l'argent. »

« La pauvreté m'avait convaincue de partir, elle m'a convaincue de rester »

Comme Monia, elle se dit contente d'avoir reçu le soutien de Mme Ndikuryayo, qui l'a encouragée à retourner en classe en lui fournissant le nécessaire. « Je suis à l'école grâce à la coalition Éducation pour tous Bafashebige. Je crois que cela prépare mon avenir. Je pourrai, moi aussi, soutenir les autres », affirme Odette avant de rappeler que les jeunes de sa communauté manquent de motivation à cause de la pauvreté et ont besoin d'accompagnement.



Désormais, elles savent que leur avenir se prépare à l'école

Résidant au quartier Muremera de la ville de Ngozi et non loin de la colline Gahwazi, Goreth Ndikuryayo raconte avoir vu Odette à plusieurs reprises travailler dans les champs pour survivre. En s'informant sur elle, elle découvre qu'elle vient d'une communauté batwa, souvent marginalisée au Burundi. Après son orientation au post-fondamental, Odette a intégré le lycée urbain où enseigne Mme Ndikuryayo. En tant qu'enseignante et membre de la coalition EPT Bafashebige, elle dit avoir été touchée par sa situation. « Je me suis rapprochée d'elle et j'ai instauré une relation de confiance pour qu'elle ose parler de ses difficultés. » Elle cite les obstacles quotidiens qui freinent sa scolarité : manque de nourriture, de vêtements... Elle souligne qu'Odette a failli abandonner plusieurs fois, mais qu'elle a tenu grâce aux conseils et aux petits soutiens reçus : stylos, habits, matériel scolaire. Lorsqu'une organisation a distribué des serviettes hygiéniques aux filles à besoins spécifiques par exemple, Odette a été servie en premier.

Sa « tante d'école » lui a ensuite expliqué que l'avenir se construit sur les bancs de classe. « Je lui ai rappelé que les organisations de promotion des Batwa ne peuvent pas lui garantir un travail si elle n'a pas terminé sa scolarité », explique cette enseignante expérimentée. Grâce aux formations reçues dans le cadre du projet Ndinkabandi, soutenu par le programme Éducation à Voix Haute, elle dit avoir renforcé ses capacités dans la lutte contre l'abandon scolaire. « Nous apprenons énormément. Ces formations nous ouvrent les yeux et nous savons comment aider les enfants dans leur diversité », ajoute-t-elle, plaidant pour qu'elles soient accessibles à tous ceux qui en ont besoin.

Les responsables éducatifs saluent ces initiatives. Pour Égide Nizigiymana, inspecteur de l'enseignement de base à la direction communale de l'éducation de Ngozi, le fait d'avoir dissuadé ces jeunes de partir prouve que d'autres, sans encadrement, quittent l'école pour l'étranger. Il se félicite que le programme Éducation à Voix Haute ait atteint la communauté de Ngozi et appelle à son extension dans d'autres communes.

Célébration de l'enfant africain à travers une participation active



Écoliers de Ngozi à la célébration de la Journée de l'Enfant Africain

Représentée par M. Mélance Kirura, Secrétaire général, et M. Innocent Nimubona, chargé de la communication, du suivi et de l'évaluation, la Coalition a pris part à cette journée célébrée le 17 juin 2025 à Ngozi.

La Coalition pour l'Education pour Tous (EPT Bafashebige) a participé au cote de Son Excellence Madame la Ministre de la Solidarité nationale, le Gouverneur de la province de Ngozi, le représentant de l'UNICEF, ainsi que plusieurs organisations locales et internationales œuvrant pour les droits de l'enfant.

Et pour rappel, la participation active de la Coalition EPT BAFASHEBIGE à cette célébration s'inscrivait dans un esprit de collaboration avec les pouvoirs publics pour construire un environnement protecteur, inclusif et épanouissant pour chaque enfant au Burundi. Cette dynamique collective a été saluée par la ministre de la Solidarité nationale, Mme Immelde Sabushimike, qui a exprimé sa reconnaissance envers les acteurs engagés : « Nous adressons notre profonde gratitude à toutes les associations qui œuvrent pour la protection et le développement des droits de l'enfant. »



Le secrétaire de la Coalition (au centre) lors de la célébration de la Journée de l'Enfant Africain 2025 à Ngozi

Des acteurs éducatifs renforcés dans l'intégration de l'éducation inclusive dans les PAS



La coordinatrice nationale, Denise Kandondo, a encouragé une approche participative pour la préparation des PAS

Les 7 et 8 août 2025, la Coalition Éducation Pour Tous Bafashebige, à travers le projet Ndinkabandi III soutenu par Éducation à Voix Haute (EOL), a réuni à Gitega les membres des comités de gestion des écoles (CGE), des présidents d'antennes et des cadres de concertation des anciennes provinces de Gitega, Ngozi et Ruyigi pour renforcer l'intégration de l'éducation inclusive sensible au genre dans les Plans d'Action Scolaire (PAS).

Animée par la Coordinatrice nationale, la session a porté sur l'échange d'expériences, l'identification des défis liés à l'élaboration des PAS et l'harmonisation des démarches pour améliorer la qualité de l'éducation.

À Ngozi, Apollinaire Mozagara a reconnu que « plusieurs comités de gestion des écoles existent seulement de nom. Ils ne sont pas fonctionnels pour élaborer les PAS ». À l'inverse, Ruyigi a été mise en avant comme modèle, grâce à son expérience accumulée. Jean Claude Hakizimana, président d'un CGE, y a décrit le processus de construction d'un PAS : « La première étape est de se poser les bonnes questions : de quoi avons-nous besoin ? Quelles actions allons-nous mener ? Où allons-nous trouver les moyens ? » Malgré cet élan, le manque de financement reste un obstacle majeur. « Sans moyens de financement, la mise en œuvre d'un PAS reste une utopie », a regretté M. Hakizimana, rappelant l'abandon d'un projet de latrines faute de fonds. À Ngozi, la présidente du CGE du Lycée Communal Kinyana, Rebecca Cishahayo, a admis être « en retard par rapport aux bonnes pratiques », tout en s'engageant à impliquer davantage les acteurs locaux.

« Je considère la Coalition comme un partenaire clé. Nous lui demandons de contribuer à l'élaboration de nos PAS », a affirmé Jean Claude Hakizimana. Du côté des antennes, Catherine Riraseserera, cheffe d'antenne Ruyigi, a rappelé que « les directeurs travaillent presque seuls » et plaidé pour davantage de moyens afin de renforcer l'accompagnement.

Denise Kandondo, coordinatrice nationale, a insisté sur l'importance d'une démarche participative : « Les parents, les enfants à besoins spécifiques, les enseignants et tous les acteurs doivent être associés. »

Les partenaires éducatifs formés à l'éducation inclusive



Photo collective des participants

Du 27 au 28 mars 2025, la Coalition Éducation Pour Tous Bafashe Bige a organisé à Bujubura, un atelier de formation à l'intention des représentants de la société civile et des professionnels des médias sur la masculinité positive et la gouvernance inclusive.

Une vingtaine de participants ont été formés dans le cadre du projet Ndinkabandi III, financé par le Programme mondial pour l'éducation. Cette formation a été l'occasion de réfléchir aux «boîtes de malheur» que la société a créées pour les hommes et les femmes. Selon Abdallah Ntakarutimana, spécialiste en genre et formateur de l'atelier, «la société a enfermé l'homme dans une boîte». Il a expliqué que celle-ci définit le comportement attendu d'un homme : prendre en charge tout le foyer, ne pas pleurer, ne pas exprimer ses sentiments...

Pour M. Ntakarutimana, il est essentiel d'éviter la masculinité toxique, l'hyper-masculinité ou la masculinité hégémonique au profit d'une masculinité positive, qui favorise un pouvoir partagé à la maison comme au travail. La masculinité positive ne profite pas seulement aux femmes : elle protège également les hommes. Porter seul toutes les responsabilités familiales sans demander d'aide peut les dépasser, avec des conséquences graves. «Certains maris, incapables de faire face aux exigences de la société, loyer, frais de santé, scolarité, peuvent déprimer, être victimes d'accidents vasculaires cérébraux, voire aller jusqu'au suicide.» Selon l'expert, tout cela pourrait être évité si les hommes acceptaient de partager les responsabilités avec leur épouse.

Les participants ont souligné que ces situations résultent d'une éducation qui différencie les tâches entre garçons et filles et d'une culture qui sépare les rôles masculins et féminins. Une idée partagée par Mme Denise Kandondo, coordinatrice de la Coalition ÉPT Bafashebigi. Elle a ajouté qu'une éducation traditionnelle qui réserve tous les travaux domestiques aux filles constitue un obstacle à une véritable éducation pour tous.

C'est pourquoi la Coalition a organisé cette formation à destination des leaders de la société civile et des professionnels des médias, afin de les inciter à influencer les politiques éducatives et promouvoir une éducation sensible au genre.

La Coalition EPT Bafashebigi a pris les devants en matière de protection scolaire



Les débats ont abordé les principaux défis du milieu scolaire

Dans le cadre du projet Ndinkabandi III du programme Éducation Out Loud, la Coalition ETP Bafashebigi a organisé à Ngozi un atelier axé sur le dialogue communautaire, la protection du milieu scolaire et l'accompagnement des apprenants.

L'événement a rassemblé responsables scolaires, comités de parents, acteurs judiciaires, policiers, syndicalistes et représentants de la société civile, tous engagés dans l'amélioration du système éducatif.

Les discussions ont porté sur les défis du milieu scolaire, notamment l'accès à l'éducation pour les groupes vulnérables. Un président de comité de parents, Vital Banzitsa, a dénoncé une dérive récurrente : « Le rôle de ces comités est souvent usurpé par les directeurs d'école, qui les placent devant un fait accompli ». Cette interpellation a ouvert des débats sur la nécessité de clarifier le cadre légal régissant ces organes essentiels à la gouvernance scolaire.

La coordinatrice de la Coalition a également pointé certaines faiblesses internes, notamment le manque de disponibilité des membres : « La plupart des membres des comités sont davantage consacrés à leurs activités quotidiennes ».

Pour sa part, Alexandre Nimubona, Secrétaire Général de la Coalition, a rappelé que la vision nationale 2040-2060 repose sur un accès équitable à l'éducation : « Ne laissons personne de côté ! ».

Le conseiller juridique du gouverneur de Ngozi, Paul Niyonzima, a salué cette initiative visant à promouvoir l'éducation inclusive, affirmant que chaque apprenant mérite une chance égale ».

En renforçant les capacités des acteurs éducatifs et en encourageant une collaboration plus structurée, l'atelier a contribué à l'objectif du projet Ndinkabandi III : bâtir un environnement scolaire sûr, inclusif et de qualité pour tous les enfants du Burundi.

La Coalition Bafashebige a renouvelé son appel à un financement éducatif transparent, équitable et sensible au genre.

À l'occasion de la Journée de l'Enfant Africain, le 16 juin 2025, la Coalition pour l'Éducation pour Tous Bafashebige a renouvelé son appel à un financement éducatif transparent, équitable et sensible au genre. Elle exhorte l'État à investir davantage pour garantir une éducation de qualité à tous les enfants burundais. La coalition a également plaidé pour une politique nationale d'urgence afin de protéger l'éducation en temps d'incidents en milieu scolaire.

La Coalition Éducation pour Tous Bafashebige a profité de la Journée de l'Enfant Africain pour rappeler l'urgence de renforcer le financement du système éducatif burundais. Lors d'une conférence de presse tenue le 16 juin 2025, la vice-présidente de la Coalition, Nathalie Mpfanuguhora, a tiré la sonnette d'alarme sur la baisse continue du budget alloué à l'éducation de base.

Selon elle, la part du budget national consacrée à ce secteur est passée de 16 % en 2015 à 13,5 % en 2023, atteignant 12,7 % en 2023-2024, bien en dessous de la norme de 20 % recommandée par l'UNESCO. Une diminution qui, selon la Coalition, fragilise directement la qualité de l'enseignement, déjà affectée par des classes surchargées, le manque d'enseignants qualifiés et des infrastructures insuffisantes.

Mme Mpfanuguhora a souligné que les inégalités persistent malgré les engagements du Burundi en faveur des droits de l'enfant. Les filles, les enfants en situation de handicap et ceux issus de familles défavorisées restent les plus touchés. L'absence d'une budgétisation sensible au genre et à l'inclusion ne permet pas de répondre à leurs besoins spécifiques, a-t-elle insisté.

Mme Mpfanuguhora a rappelé le rôle essentiel des médias pour porter les voix des enfants et assurer un suivi rigoureux des engagements publics. L'objectif reste clair : bâtir un système éducatif inclusif et transformateur où aucun enfant n'est laissé pour compte. « Une éducation de qualité pour tous ne peut être atteinte qu'à travers des budgets justes, inclusifs et sensibles au genre », a conclu la vice-présidente.

Plaidoyer pour un budget d'urgence en milieu scolaire

La représentation de la coalition a intervenus à plusieurs reprises sur la voie des ondes pour plaider pour une éducation de qualité pour tous. Mardi 2 décembre 2025, c'est à titre illustratifs, Jean Samandari, président et représentant légal a plaidé pour une politique nationale d'urgence sur la Radio Indundi culture afin de protéger l'éducation en temps de crise.



Lors de la Journée de l'Enfant Africain, le secrétaire et la vice-présidente de la Coalition ont alerté sur la baisse du budget de l'éducation

Il a appelé le gouvernement à créer des mécanismes financiers dédiés aux situations d'urgence dans le secteur éducatif. Selon lui, les enfants en situation de vulnérabilité sont toujours les premiers à subir les conséquences des incidents du milieu scolaire. Selon lui, il devient indispensable d'instaurer une politique nationale d'intervention et de soutien d'urgence pour l'éducation.

Il a expliqué qu'un tel dispositif permettrait d'intervenir immédiatement après un incident : reconstruire ou réhabiliter rapidement les salles de classe, fournir des kits d'apprentissage d'urgence, assurer la continuité pédagogique même en période de crise et renforcer la résilience des écoles face aux risques climatiques.

M. Samandari a également mentionné que le gouvernement dispose déjà d'une Commission de l'éducation en cas d'urgence au sein du ministère de l'Éducation, une structure chargée de coordonner les réponses lors des crises. Toutefois, selon lui, cette commission manque de moyens pour agir rapidement et efficacement. Il rappelle aussi l'existence d'un plan national de contingence, conçu pour limiter les effets négatifs des crises, mais qui nécessite lui aussi des ressources dédiées.

Pour illustrer l'urgence de la situation, il cite plusieurs incidents récents : les deux incendies en novembre au lycée de Musenyi, au cours desquelles un élève a perdu la vie et où du matériel scolaire et d'internat a été incendié ; les dégâts similaires enregistrés au Green Hills International College de Gitega en octobre ; les fortes pluies qui ont touché plusieurs écoles à Ngozi en novembre ; ainsi que les destructions causées par le changement climatique dans des écoles de la commune de Ntahangwa, notamment dans les zones de Gatumba et Rukaramu, où certaines infrastructures sont encore impraticables.

Pour Jean Samandari, la mise en place d'un fonds national d'urgence pour l'éducation permettrait de répondre plus rapidement et de manière coordonnée à ce type de crises. Il appelle le gouvernement à doter le secteur éducatif de mécanismes financiers transparents, durables et dédiés à cette cause, en collaboration avec les partenaires éducatifs et la société civile.

Pour nous contacter



(+257)22275547



www.bafashebige.org



Info@bafashebige.org



Rohero I, av. Bubanza N° 9

[Vous pouvez nous suivre sur](#)



[Coalition Bafashebige](#)



[@bafashebige](#)

La publication de ce bulletin périodique a été rendue possible grâce à l'appui du Programme Éducation à Voix Haute (EOL).